

de maisons ou de terres familiales doivent-ils financer presque tout l'enseignement au Canada? Non seulement le concept est-il démodé, mais il est primitif, erroné et injuste. De continuer d'imposer pareil fardeau à la maison ou à la terre familiale est injustifiable.

A mon avis, on ne résout rien en disant que la question doit être réglée entre les gouvernements provinciaux et municipaux. Le ministre m'accordera sûrement que personne ne devrait se cacher derrière l'AANB comme on l'a proposé cet après-midi. Ce qu'il faut, c'est une redistribution tout à fait nouvelle des responsabilités et revenus entre les divers niveaux du gouvernement. Une des premières réformes devrait être le financement de notre régime d'enseignement, fondamentalement et presque exclusivement, d'après l'habilité à payer.

D'une part, nous sommes portés à dire aux Canadiens que l'enseignement est une des plus grandes ressources disponibles et qu'il nous faut instruire le plus de Canadiens possible. Cela se tient. D'autre part, nous leur disons ensuite qu'il est très important de donner aux gens une nouvelle formation et de leur donner l'occasion de se rendre dans les régions où ces nouveaux métiers sont en demande. Pourtant, nous ne faisons rien pour modifier la politique du gouvernement local quant au financement de ces deux aspects de la vie de ces gens. Les habitants de Calgary, de Vancouver, de Montréal ou de Québec y poursuivent leurs études secondaires. Puis ils déménagent à Toronto, à New York ou ailleurs. La collectivité locale ne bénéficie jamais de ces placements de base dans l'enseignement, de ce que ses contribuables ont investi dans ces gens. Il faut changer cela.

Les villes, dans le monde entier, sont devenues les esclaves de la révolution industrielle. C'est la conséquence du développement de l'industrie. Au cours des années, l'utilisation du terrain, autrefois simplement subordonnée à la planification d'ensemble, a fini par être complètement assujettie à l'efficacité économique. On présumait que le propriétaire utiliserait ses terres de façon à en tirer le maximum de profit. On a dit que les conséquences esthétiques de cette conception de la cité avaient été partout désastreuses. On a souvent prétendu que la poursuite déréglée des avantages individuels donnerait naissance à un style de développement urbain dont le rôle quoique improvisé serait fonctionnel. Nous savons aujourd'hui que c'est là pure sottise. Les résultats de la poursuite incontrôlée des avantages économiques dans l'usage que l'on fait de l'espace urbain n'est pas plus susceptible de donner des résultats esthétiques et harmonieux que l'exploitation incontrôlée des minéraux ou du charbon dans la nature. Un rap-

port publié récemment par les Nations Unies déclare ce qui suit:

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, nous assistons à une crise de dimensions mondiales dont souffrent de façon identique pays développés et pays émergents—la crise de l'environnement humain.

Il y a longtemps que cette crise s'est fait annoncer par des présages: croissance explosive de la population du globe, intégration insuffisante d'une technologie puissante et efficace avec les exigences du milieu, détérioration des terres agricoles, extension désordonnée des régions urbaines, diminution de l'espace disponible et danger grandissant d'extinction de nombreuses formes de vie animale et végétale.

● (8.30 p.m.)

Comme l'ont dit avec tant d'éloquence aujourd'hui les porte-parole de tous les partis, l'expansion urbaine est un de ces défis formidables. Le problème se pose au Canada. Heureusement, il est peut-être encore temps d'en venir à bout. Un groupe de députés de tous les partis ont décidé il y a quelque temps d'étudier les problèmes de l'expansion de l'environnement dans une mégapole comme New York. Certains de mes amis se rappelleront cette visite au service de la santé et de l'hygiène de New York. Il était troublant de voir une situation pour ainsi dire hors de contrôle. On nous fit voir une carte immense dans le bureau de l'organisation; elle était couverte de drapeaux rouges et bleus. «Pourquoi les drapeaux rouges», ai-je demandé.

Une voix: C'est pour les libéraux.

M. Perrault: On nous a dit que les drapeaux rouges représentaient les secteurs où les morsures de rat avaient été nombreuses ces dernières semaines. Chacun de ces drapeaux représentait une région affligée par la pauvreté, la maladie et un niveau de vie très bas. Les drapeaux bleus représentaient des régions où les gosses dans les maisons de rapport mangeaient la peinture à base de plomb des murs pour compenser une insuffisance alimentaire. Les hauts fonctionnaires qui nous donnaient ces explications ont ajouté: «Nous sommes censés être la ville la plus riche du monde. Si nous faisons face à une situation comme celle qui existe à Toronto ou à Montréal nous procéderions autrement, car il resterait du temps». Il n'est donc peut-être pas trop tard au Canada pour de l'urbanisme éclairé. Certes, l'opposition ne s'attend pas que le ministre chargé de l'habitation se lève tout à coup pour annoncer qu'il a trouvé la solution qui a échappé aux hommes d'État des autres pays qui tentent à l'heure actuelle